



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Revenu-garanti-Bonne-ou-mauvaise>

# Revenu garanti : Bonne ou mauvaise idée ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 850 - novembre 1986 -

Date de mise en ligne : mardi 7 juillet 2009

Date de parution : novembre 1986

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

### **Le revenu garanti est décidément dans le vent... En même temps que se tenait à Louvain-la-neuve le colloque dont nous avons rendu compte le mois dernier, P. Fabra s'attaque à l'idée même de revenu garanti... et R. Marlin lui répond :**

Jacques Duboin ayant écrit, comme dans beaucoup d'autres domaines de l'économie, un article en matière de revenu social, notre mensuel a publié de nombreux articles à ce propos. En juillet 1985, ainsi qu'en janvier et mai 1986, la reprise de cette idée dans la plate-forme du P.S. en vue des élections législatives de mars et des réalisations par certaines municipalités nous ont fait revenir sur le sujet. Il est de nouveau bien entendu qu'il s'agirait d'une application en régime capitaliste, pouvant d'ailleurs se ranger parmi les mesures de transition, et non pas de revenu social tel que nous l'entendons dont le caractère essentiellement différent serait d'être maximal et non minimal..

« Le Monde », dans ses pages économiques datées du mardi 26 août 1986, reproduit une chronique de Paul Fabra intitulée : « une fausse bonne idée : le revenu minimum garanti » intéressante, non par des objections nouvelles propres à enrichir la discussion, mais par deux arguments souvent utilisés et qui le sont aussi par les opposants à nos thèses. Mais résumons d'abord l'écrit de Paul Fabra.

Comme il est habituel au « Monde » le journaliste prend bien soin de ne jamais se référer à Duboin, mais à un certain Serge Milano auteur de « La pauvreté en France » (1) et de « Revenu minimum social : un droit local à la solidarité » dans la revue « Futuribles » de juillet-août. Il rappelle la position du P.S. et actualise la question par deux interviews de son journal les 8 et 20 août ; la première où Philippe Séguin ministre des affaires sociales et de l'emploi avouait, avec un certain courage, mais aussi pour prévenir les critiques futures, qu'il y aurait un nombre « incompressible de 2 à 2,5 millions de chômeurs », la seconde, réponse d'Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. : « Le chômage peut être vaincu » paraît-il par une déréglementation de l'emploi !

Afin de ne pas déformer la pensée de M. Fabra, citons sa première phrase-clé qui vient juste ensuite : « Si, en conformité avec ce que pensait pendant les années 30 Keynes, mais en contradiction avec ce qu'il a toujours proclamé le grand courant de la pensée économique libérale, le pessimisme du ministre... était justifié, la question se poserait inévitablement de savoir dans quelle mesure il conviendrait de prévoir de nouvelles formes de revenus, pas nécessairement liées avec le travail, fut-il passé (2) (l'homme aujourd'hui privé de son emploi est indemnisé en fonction de celui qu'il occupait) ».

Ainsi, mais seulement un instant, rassurez-vous (!), et avec quelles contorsions P. Fabra envisage l'attribution d'un revenu pas forcément reine avec un travail. Comment alors qualifie-t-il toutes les allocations familiales, de logement, de naissance, etc... qui ne sont en aucune façon la contrepartie d'un travail ?

Remarquons ensuite, sans aller plus loin dans la controverse sur le chômage incompressible, car le lecteur sait ce que nous en pensons (3), que Edouard Balladur ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le « premier des ministres, a, au cours de « l'Heure de vérité » du 10 septembre sur Antenne 2, et en présence de Philippe Séguin, mollement démenti celui-ci qui ignorait peut-être avoir commis le crime impardonnable par les temps qui courent, de lâcher le libéralisme. Mais M. Balladur, n'en a point pour autant, et pour cause, promis le retour au plein-emploi.

Serge Milano et Paul Fabra rappellent les différentes propositions de revenu minimal en présence :

- celle des « idéologues », comme le philosophe Marcuse (dixit P. Fabra) où chacun aurait le choix entre le travail et le loisir, assuré d'un revenu « déjà passablement élevé ». « La forme la plus laborieuse - la limite du canular - de cette utopie est de rapporter la notion de plein emploi à la durée entière de la vie active de chaque individu en particulier, celle-ci consistant en une succession de périodes d'activité et de périodes d'inactivité » (4).

## Revenu garanti : Bonne ou mauvaise idée ?

En lisant de pareilles appréciations sous la plume d'un journaliste dit sérieux, l'on est en droit de se demander s'il n'écrit pas n'importe quoi. Comment peut-il oublier les congés parfois de plusieurs mois, les professions saisonnières, les chômeurs à temps partiel, les congés sabbatiques, etc... Même en admettant, et en regrettant qu'il y ait une grave ambiguïté dans l'utilisation du mot travail, il est incontestable que, loin d'être un canular, l'emploi par périodes, dans la vie, dans l'année, dans la journée, est une réalité d'après qui ne pourra que se développer dans l'avenir. Admettons donc seulement qu'il n'y a aucune relation entre le travail du poste et celui de la secrétaire, entre celui de l'ingénieur d'études et celui du mineur de fond, entre celui du professeur et celui de l'O.S..

Paul Fabra approuve également Serge Milano de préciser

Il faudrait donc, selon M. Milano, « limiter le revenu social à ceux qui sont démunis de toutes ressources et en exclure ceux qui ont déjà des ressources, même si elles sont insuffisantes ». Ainsi ceux qui n'ont rien bénéficieraient du minimum et ceux qui ont moins de ce minimum en resteraient là ! Tout cela est évidemment plein de bon sens et de logique...

Surtout, afin de ne pas créer des assistés, la prestation ne serait pas un droit, mais une exception « extralégale, financée par les fonds sociaux des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale ». Selon les conceptions, le nombre des bénéficiaires serait de 160000 environ, d'après M. Milano, et de 900000 d'après Jean Claude Boulard, membre du bureau exécutif du P.S. et, écrit P. Fabra, chaud partisan d'un revenu minimum légal.

Le journaliste du « Monde » s'inquiète de l'exemple suédois où de nombreux citoyens font appel au bureau d'aide social, pour régler des fins de mois difficiles, si bien que 535000 suédois, 15% de la population, auraient touché une aide en 1985. Demandons donc à M. Fabra si, en raison des abus, il faut supprimer la Sécurité Sociale ?

Alors il conclut : « L'idée que la société devra, dans l'avenir, assurer à tout un chacun un revenu minimum relativement confortable relève d'une illusion. Celle qui faisait croire, au début des années 70, à la veille de la crise que, si les sociétés industrialisées étaient capables d'envoyer des hommes sur la lune, il allait de soi, qu'elles devraient être en mesure de garantir une prospérité croissante à leurs habitants. N'en déplaise aux utopistes : laisser croire qu'il ne sera plus besoin de travailler pour vivre, c'est déraisonnablement prendre le risque d'une régression économique ».

Ainsi, d'après M. Fabra les 2,5 millions de chômeurs officiels - selon la définition du Bureau international du travail écartant un grand nombre de chômeurs réels- et tous ceux qui ne vivent que de travaux inutiles, exemple : charlatans de toutes espèces, ou nuisibles, exemple : fabrication d'armements, donc plus du double, soit 20% de la population active ne participeraient pas à la régression économique du pays ? C'est qu'il conserve de la richesse d'une contrainte une idée purement financière - et encore dans ce cas, ce n'est pas évident - non une idée économique, c'est-à-dire celle de la production réelle globale matérielle et immatérielle. En fait, il s'allie avec ceux qui font croire aux autres, au temps de l'automatisation à outrance, que le travail salarié est aussi nécessaire qu'auparavant, créant un volant de demandeurs d'emploi bien utile pour refuser tout accroissement des salaires et toute amélioration des conditions de travail.

Je retiendrai donc de cette étude du « Monde » les deux objections annoncées qui nous sont souvent opposées et qui sont reprises ici contre la proposition d'un revenu minimal garanti : le risque d'une société d'assistés et l'absence de la motivation au travail que constitue le besoin de gagner sa vie et celle de sa famille. Sans prétendre épuiser les deux débats qui ont fait l'objet chez les continuateurs de J. Duboin et chez les partisans du socialisme d'état ou du capitalisme sous leurs différentes formes, de longues discussions, je noterai seulement ici quelques remarques :

La société d'assistés nous l'avons déjà : à côté de ceux très rares qui reçoivent uniquement un gage, des émoluments, des honoraires ou le revenu d'un capital, ou bien encore une retraite, combien plus nombreux sont tous les allocataires divers déjà cités, assistés dans une certaine mesure, même si l'aide reçue ne constitue qu'une partie de leur revenu. Et c'est heureux pour le système que défend M. Fabra dont la production s'écoulerait encore plus difficilement sans cela. D'ailleurs de nombreux économistes, même orthodoxes, admettent que le capitalisme évolue irrésistiblement vers un système dual. Alors est-ce vraiment une objection à retenir ou une raison

## Revenu garanti : Bonne ou mauvaise idée ?

---

d'aller vers le revenu garanti ? Pourquoi les fonctionnaires se considèrent-ils comme des assistants alors qu'ils ne sont que les héritiers de la longue queue des générations pour réduire le labeur et obtenir plus de bien-être ?

En ce qui concerne le problème de la motivation, notons qu'il ne se pose pas pour les chômeurs officiels et tous ceux qui voudraient bien travailler mais ne trouvent pas d'emploi. Ajoutons que la question est surtout soulevée par les détenteurs d'un revenu qui seraient excédés de constater que d'autres pourraient vivre sans travailler. La nécessité de participer à la production nationale ou mondiale ne se pose pas puisque les produits s'accumulent sans trouver d'acheteurs malgré le déploiement universel de la publicité. Je pense plutôt que beaucoup de patrons sont inquiets à la perspective d'une raréfaction des solliciteurs d'emplois sur le marché qui les obligerait à améliorer leur offre. Enfin affirmons que le travail ne relève pas toujours et même pas souvent de raisons purement financières, mais tout autres telles que : ambition, besoin de dominer, recherches de spéculations intellectuelles, affirmation d'un talent ou d'un don, envie de s'occuper, vocation, inspiration, expression, etc. Nous rejetons la soit-disant condamnation de l'homme au travail forcé et nous croyons qu'il ne travaillera volontiers qu'en vue de satisfaire les besoins qu'il se sera assignés. La vraie question est donc celle-ci : les motivations autres que celles purement monétaires seront-elles suffisantes pour assurer la production automatisée à l'extrême nécessaire à la satisfaction des besoins ainsi définis ? La réponse est évidemment positive et, dès lors les arguties de Fabra et Milano restent sans valeur. L'évolution vers un revenu minimal garanti, premier pas vers une économie distributive, largement engagée, est inéluctable. Nous la suivrons et la faciliterons dans la mesure de nos moyens qui ne nous permettent malheureusement pas d'acheter TF1 pour cela, et pourtant notre tâche deviendrait beaucoup plus aisée...

Mais vraiment, MM. Fabra et consorts vous n'êtes pas pour rien dans l'échec des sociétés industrielles à réaliser tous les espoirs des années 70 dû non à une insuffisance des moyens de production, mais à l'incapacité des financiers et de leur système à gérer le progrès scientifique et technique.

- (1) Editions « Le Sycomore » Paris 1982.
- (2) C'est nous qui soulignons.
- (3) Rappelons, sur ce sujet, le livre d'A. Sauvy « La machine et le chômage - Le Progrès technique et l'emploi » Bordas 1980.
- (4) Toujours pas de référence à Duboin...